Les capitalistes veulent la guerre, les travailleur-e-s et les peuples préparent la révolution !

Ce vendredi 12 février, Fabienne Buccio, préfète du Pas-de-Calais, a annoncé vouloir réduire de moitié la surface de la « jungle » de Calais. Autrement dit, au lieu de débloquer plus de moyens pour l'accueil des migrant-e-s face à une situation de crise humanitaire insupportable, le gouvernement Hollande-Valls III, par la représentante de l'État, décide d'accentuer la répression. Il se range ainsi clairement du côté des bandes fascistes qui terrorisent la population du camp et les riverain-e-s en organisant des ratonnades, avec la complicité des flics.

Cette décision est révoltante, mais pas surprenante. Elle démontre la continuité de la politique gouvernementale malgré le remaniement de la veille[1]. De Vintimille à Calais en passant par La Chapelle, Austerlitz et bien d'autres endroits, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de chasser les migrant-e-s à peine installé-e-s dans des campements de fortune, sans jamais proposer un plan de relogement décent. C'était encore le cas ce samedi 13 février pour des migrant-e-s du collectif de La Chapelle, chassés du parvis de Beaubourg à peine quelques heures après s'y être installé-e-s – le 26e démantèlement de campement à Paris depuis le mois de juin[2].

C'est d'ailleurs une politique sur laquelle s'accordent tous les gouvernements de l'Union Européenne, même en Allemagne, que les médias bourgeois nous vantent comme une généreuse « terre d'accueil ». Après avoir passé la frontière par centaines de milliers, les migrant-e-s y sont relégué-e-s dans des campements de fortune, des casernes désaffectées ou des casernes dont le fonctionnement est assuré principalement sur la base du bénévolat humanitaire, avec peu de financements publics. De plus, pour faire valoir leurs droits en tant que demandeurs/se d'asile, ils/elles sont confronté-e-s à une écrasante bureaucratie qui les oblige à patienter des jours ou des semaines durant. Leur situation ne vaut donc pas beaucoup mieux qu'en France : tout au plus, ils/elles sont dressé-e-s à être de bon-ne-s futur-e-s ouvrier-e-s pour le patronat allemand, qui s'inquiète depuis des années du faible taux de natalité dans le pays[3].

Ce sont les mêmes gouvernements qui ont décidé de bombarder la Syrie d'où proviennent une bonne partie des migrant-e-s, et de continuer les déploiements militaires au Mali, au Tchad, en Côte d'Ivoire et en Centrafrique. Est-ce un hasard si bon nombre de migrant-e-s proviennent actuellement d'Afrique de l'Ouest, région déstabilisée suite à l'intervention désastreuse de l'impérialisme français en Libye ? Faut-il s'étonner que bien d'autres viennent d'Afghanistan, pays que les interventions

impérialistes du monde entier ont réduit progressivement au chaos depuis la guerre Afghanistan-URSS jusqu'à nos jours ? Est-ce que les migrant-e-s venant du Proche- et Moyen-Orient ne fuient pas les bombes et les incessantes agressions militaires (d'Israël, de la Turquie, de la coalition arabo-européenne) ?

En France, où il n'y a pas eu de guerre depuis plus de 70 ans, la caste des politicards a décidé de terroriser la population avec leur état d'urgence, leur renforcement du plan Vigipirate et leurs discours anxiogènes. Leur politique islamophobe et anti-migrant-e-s, qui vise à dresser la population contre un « ennemi intérieur », favorise en fait la propogation des idées racistes et fait le lit du Front national et des groupes fascistes. En même temps, ils/elles criminalisent tout ce qui bouge face à eux : pour ne prendre que quelques exemples, mobilisations écologistes, zadistes, anti-impérialistes ou encore en solidarité avec les migrant-e-s. La répression et le racisme d'État, dont l'état d'urgence est la pièce maîtresse, donnent à ce gouvernement au service des capitalistes de nouvelles armes pour casser les droits des travailleur-e-s, précaires et chômeur-e-s : les prochaines mesures envisagées contre la classe ouvrière sont indiquées par exemple par le rapport Badinter et les annonces concernant de nouvelles restrictions de l'assurance chômage. Et pour éponger la dette publique qui a explosé suite au renflouement des groupes capitalistes en faillite, ils continuent de casser le service public, notamment en appliquant l'austérité dans la santé et (mais pas au ministère de la Défense !), et à en réduire l'accès pour les classes populaires (comme avec le projet de loi peu remarqué contre la « fraude » dans les transports publics[4]).

Sans céder à la tentation du terrorisme qui fait le jeu de cette politique sécuritaire, nous devons préparer une riposte de tou-te-s les exploité-e-s et opprimé-e-s contre cette politique au service du capitalisme. Cela passe par la reconstruction des organisations de lutte de la classe ouvrière et d'un parti indépendant de la bourgeoisie, solidement implanté dans la classe ouvrière et défendant une orientation révolutionnaire avec pour objectif la prise du pouvoir par les travailleur-e-s et l'instauration du communisme. À cet égard, les débats qui ont lieu actuellement dans le NPA autour de la Plateforme A sont un élément positif, un pas en avant vers la clarification programmatique et stratégique pour laquelle nous militons[5]. L'approfondissement de la crise politique aujourd'hui amène une politisation et une radicalisation croissantes dans la classe ouvrière et dans la jeunesse. Ces phénomènes s'accentueront nécessairement avec l'aggravation prévisible de la crise économique mondiale[6]. Dès aujourd'hui, les mobilisations des exploité-e-s et des opprimé-e-s en France doivent donc pouvoir dialoguer avec une organisation révolutionnaire qui sache articuler leurs revendications immédiates à la nécessité que les travailleur-e-s eux-mêmes prennent le pouvoir pour diriger une révolution communiste. Le NPA peut devenir cette organisation.

Les explosions de colère spontanées des travailleur-e-s et des peuples sont imprévisibles. Elles ouvrent à chaque fois des brèches à travers lesquelles les masses peuvent faire irruption sur la scène politique. Chacune de ces ouvertures politiques peut changer l'histoire en ouvrant la voie vers le communisme – et les capitalistes en

ont bien conscience ! C'est la raison des coups redoublés qu'ils font pleuvoir aujourd'hui : ils savent que leur système pourri ne tiendra pas debout éternellement ! Alors c'est à nous, jeunes et travailleur-e-s (en poste, en formation ou sans emploi), de prendre conscience de nos intérêts communs et de notre pouvoir collectif ! Révoltons-nous contre la barbarie capitaliste ! Dès maintenant, créons ou rejoignons, là où nous sommes, nos organisations de combat : syndicats lutte-de-classe et collectifs spécifiques contre les oppressions ! Soutenons, déclenchons les grèves et les luttes collectives, armes inusables qui nous font sentir notre propre force ! Face à la bureaucratie syndicale et à toutes les tentatives de récupération, organisons-nous nous-mêmes avec des comités de lutte élus et révocables par des assemblées générales ! Face à la violence du patronat, à la répression d'État, à la terreur des groupes fascistes, donnons-nous les moyens de nous défendre : piquets de grève et milices d'auto-défense populaire ! En avant !

À bas la répression, l'état d'urgence, l'islamophobie d'État et la guerre impérialiste !

Convergence des luttes vers la grève générale !

À bas l'État capitaliste, vive le pouvoir des travailleur-e-s !

! □□ □□□□□□ □□□□□□ □□□□- □□□□□□□□□□□□- Workers of the world, unite!

Travailleur-e-s de tous les pays, unissez-vous !

---

[1] Cf. notre article *Gouvernement Valls III : La farce continue*

[2] http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=16932

[3] http://www.convergencesrevolutionnaires.org/spip.php?article3221

[4] http://rebellyon.info/Bus-metros-et-trains-terrains-d-15818

[5] Cf. notre article *CPN des 16-17 janvier: Un pas en avant important pour une nouvelle majorité du parti !*

[6] Cf. notre article *La crise économique qui vient...*

Lakhdar Bouazizi, le 17 février 2016